



3^{ème} CONFERENCE MONDIALE DES PRESIDENTS DE PARLEMENT

Nations Unies, Genève, 19-21 juillet 2010



DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE M. THEO-BEN GURIRAB

Mes chers collègues Présidents de Parlement,
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Chers amis,

J'ai grand plaisir à vous accueillir à cette auguste assemblée des Présidents de parlement. Je vous remercie d'être venus en si grand nombre à ce troisième Sommet des Présidents, le premier qui se tient à Genève.

Je voudrais également adresser mes sincères remerciements au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, qui nous a permis de nous réunir au siège européen de l'Organisation des Nations Unies et qui nous honore de sa présence, ce matin.

Il s'agit d'une occasion privilégiée. C'est aussi un événement qui m'inspire des considérations très personnelles. En 2000, à l'aube du nouveau millénaire, je me trouvais en ma qualité de ministre des Affaires étrangères de mon pays à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ma tâche consistait à coordonner les nombreuses négociations qui se tenaient entre les Etats membres sur ce qui devait figurer dans le texte final, plus connu sous le nom de Déclaration du Millénaire.

Un des souvenirs les plus marquants que je garde de ce moment est celui de mes collègues ministres, et de nombre de vos collègues présidents de parlement, m'invitant à faire en sorte qu'il y ait dans le texte une référence au rôle crucial des parlements. Cette idée fut acceptée. En l'occurrence, dans la Déclaration du Millénaire signée par tous les gouvernements, il était expressément décidé - je cite - « de renforcer davantage la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les parlements nationaux, représentés par leur organisation mondiale, l'Union interparlementaire, dans divers domaines, notamment la paix et la sécurité, le développement économique et social, le droit international et les droits de l'homme, la démocratie et la parité entre les sexes ».

Notre Sommet parlementaire d'aujourd'hui découle donc de la Déclaration du Millénaire. Il nous donne l'occasion de mesurer les progrès accomplis et de fixer un nouveau cap.

Il y a dix ans, le monde s'est rassemblé dans un élan extraordinaire de solidarité. Sous l'impulsion de l'Organisation des Nations Unies, les chefs d'Etat et de gouvernement ont rejoint une vaste coalition de responsables avisés, de dirigeants politiques, de prix Nobel,

d'entreprises et de fondations, de célébrités du monde du divertissement, d'écrivains et de poètes, et de dirigeants communautaires. Ensemble, ils ont lancé un message d'espoir et de détermination appelant à faire de notre planète un monde meilleur pour l'humanité.

Leur message a pris la forme de huit Objectifs du Millénaire pour le développement - les OMD - où sont définis des buts précis pour aider les plus vulnérables d'entre nous et qui nous engagent à nous entraider pour les atteindre.

Dans deux mois, l'Organisation des Nations Unies tiendra un sommet de haut niveau pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des OMD. Nous savons tous que le bilan est contrasté. Nous savons aussi que la crise économique et financière ne rend pas les choses plus faciles. Nous vous prions, M. le Secrétaire général, de nous aider à retrouver ce moment d'espoir, d'ambition et de solidarité qui a prévalu en 2000. Il nous faut ranimer cette volonté politique de faire que nous avons au tournant du millénaire si nous voulons atteindre les Objectifs en 2015.

Hier, nous avons célébré la première Journée internationale Nelson Mandela. Madiba est une icône des mouvements de libération. C'est aussi un homme extraordinaire. Par ses idéaux personnels et ses sacrifices, il incarne l'égalité et la justice sociale inhérentes à la réalisation des OMD. Il nous enseigne aussi qu'avec la volonté politique et la détermination requises, nous pouvons réaliser nos rêves.

M. le Secrétaire général,

Nous sommes ici pour vous apporter notre soutien. Durant ces dix dernières années, les parlements et l'UIP ont travaillé avec une efficacité croissante à la réalisation des OMD. Un peu plus tard dans la journée, nous examinerons un rapport recensant les résultats obtenus et définissant de nouvelles mesures à prendre. Comme vous le verrez, l'UIP ne s'est pas reposée sur ses lauriers, et elle fera davantage encore dans les mois et les années à venir.

Avant Genève, j'ai rejoint les Présidentes de parlement à Berne. Pour la sixième année consécutive, elles se sont réunies pour débattre de leur rôle de présidentes de parlement et de dirigeantes. A leur réunion, elles ont débattu en particulier des OMD 4 et 5 sur la mortalité infantile et la santé maternelle et infantile. J'ai trouvé leurs délibérations riches et instructives.

C'était ma deuxième participation à une réunion de cette nature au cours de laquelle, une fois de plus, j'ai bénéficié de leurs idées et de leur vision de l'avenir. Les Présidentes de parlement ont en commun une expérience, des connaissances et des intuitions précieuses sur les raisons pour lesquelles les pays n'ont pas progressé, et sur les dossiers auxquels nous devons consacrer nos énergies. Nous n'avons pas pris du retard faute de lois mais parce que nous continuons à vivre dans des sociétés privilégiant les hommes et dominées par des mentalités caduques et des préjugés. Vision et leadership sont nécessaires dans tous les pays et les Présidentes vous apportent leur soutien au moment où nous redoublons d'efforts pour instaurer des sociétés plus égalitaires et plus justes.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Secrétaire général, de votre vision et de votre leadership. Je vous félicite en particulier d'avoir obtenu la création d'une seule et unique instance des Nations Unies vouée exclusivement à l'égalité entre les sexes et à l'émancipation des femmes, qui sera connue sous le nom d'ONU Femmes.

C'est là un autre domaine où l'UIP, forte de son expertise, de ses réseaux et de son entregent politique, pourra vous être d'un secours précieux. Nous nous réjouissons à l'idée d'établir une relation très étroite avec ce nouvel organisme, en nous appuyant sur notre expérience avec UNIFEM, la Commission de la condition de la femme et d'autres instances.

Monsieur le Secrétaire général,
Chers collègues,

Nous sommes ici pour débattre des grandes crises mondiales et réfléchir à la manière de renforcer le bien commun par plus de responsabilité. Nous sommes ici pour réfléchir à la manière dont nous, dans nos parlements, individuellement, conjointement et par le truchement de l'UIP, pouvons susciter plus de responsabilité.

Pour pouvoir rendre des comptes, les institutions démocratiques doivent être fortes. Elles doivent résister à la tentation de dénaturer les règles de la démocratie pluraliste. Elles doivent résister aux tempêtes. Certes, c'est plus facile à dire qu'à faire, et l'UIP est là pour nous aider. Comme nous le verrons plus tard lors de cette conférence, la problématique de la confiance du public dans le Parlement et de l'amélioration de la performance des instances législatives sur la base de grands critères démocratiques est un sujet que, en ma qualité de président de l'UIP, je prends très au sérieux.

Nul parlement n'a son pareil. Nos parlements se caractérisent par des traditions diverses, mais tous portent l'empreinte du passé. Et nous devons tous accepter l'idée que la démocratie est un idéal qui n'est jamais tout à fait abouti et qui a besoin d'être constamment nourri par des critiques constructives formulées au sein même de nos parlements et - pourquoi pas - par nos pairs aussi.

Notre réunion a pour thème « Garantir la responsabilité démocratique mondiale dans un monde en crise ». Pendant de nombreux mois, nous avons vu l'économie mondiale chanceler sous les coups de boutoir de la crise financière. Et comme pour souligner à quel point nous sommes tous vulnérables, la semaine dernière, une minuscule imperfection du tout dernier modèle de téléphone portable a fait s'évaporer des milliards du bilan d'une entreprise.

On éprouve parfois le sentiment qu'il y a, d'un côté, des gouvernements, des banques, des avocats et des entreprises et, de l'autre, des gens qui travaillent en héros mais dont le dévouement est rarement récompensé. Le règlement ces crises ne doit pas se borner à secourir l'économie. Si certains sont exclus de la solution, c'est qu'il n'y a pas de solution.

L'ONU et l'UIP sont fondées sur le principe « Nous, les peuples ». C'est notre vision et c'est notre défi.

Nous devons être prêts à poser les vraies questions, qui sont souvent gênantes. Or, on dirait parfois que nos priorités sont tout à fait inadaptées. Lorsque l'on réfléchit un instant aux montants inimaginables que les pays consacrent à l'achat d'armes, lourdes et légères, l'on a sans doute raison de se demander si une plus grande sécurité ne serait pas assurée pour chacun de nous en consacrant une simple fraction de ces sommes à nos congénères.

De même, la corruption est une menace évidente pour le développement. Elle le prive de ressources, fausse les mécanismes du marché, porte atteinte à l'état de droit et ruine la confiance du public. En œuvrant plus énergiquement à garantir la transparence et la reddition de comptes et en travaillant plus étroitement avec les instances nationales de contrôle des comptes, nous, parlementaires, pouvons faire davantage pour lutter contre la corruption.

En bref, en tant que dirigeants parlementaires, nous pouvons faire mieux. Il y a un an lorsque l'UIP s'est réunie dans cette ville pour discuter de la crise financière, j'ai dit que le meilleur type de soutien que nous puissions apporter à nos gouvernements consistait en un contrôle strict de leur action. Nul doute que nous pouvons nous en acquitter. Pour que les promesses soient tenues.

Quand je dis contrôle, j'entends le meilleur type de contrôle qui soit. Je parle d'un examen si scrupuleux qu'il aboutit nécessairement à des actes. Il s'agit d'inviter les gouvernements à rendre compte de leur action, comme le veut la plus pure tradition parlementaire, pour servir au mieux ceux qui nous ont élus.

Bien entendu, les crises ne sont pas déclenchées seulement par des catastrophes naturelles ou des dysfonctionnements du système financier. Nous en connaissons bien d'autres. Crise alimentaire, changements climatiques, catastrophes d'origine humaine, la liste est potentiellement infinie.

Le crime organisé s'étend et le terrorisme sévit toujours, apparemment sans relâche. Permettez-moi de saisir cette occasion pour dire que l'UIP condamne absolument et sans équivoque les actes terroristes où qu'ils se produisent. Je dis la solidarité de l'UIP avec les peuples et les gouvernements de l'Ouganda, de la République islamique d'Iran et de l'Iraq, qui ont le plus récemment subi le choc de ces actes lâches et inhumains.

Ces actes de terreur constituent des menaces patentes pour la paix, la démocratie et la liberté. Nous pouvons faire beaucoup plus dans nos parlements pour que des politiques et des lois soient en place afin de mettre en œuvre les accords internationaux existants, et pour que cette lutte ne porte pas atteinte aux droits et des libertés fondamentales. Nous devons également accorder une plus grande attention à la nécessité pour nos gouvernements de parvenir à un accord rapide sur une convention d'ensemble relative au terrorisme international.

Autre dossier complexe de crise : le désarmement et la non-prolifération nucléaires. L'UIP se félicite de l'appel à un monde exempt d'armes nucléaires lancé à la récente Conférence d'examen du TNP à New York. L'UIP a approuvé votre plan en cinq points, Monsieur le Secrétaire général, et nous sommes déterminés à travailler en liaison avec vous afin de mobiliser la volonté politique indispensable en faveur d'un accord rapide, et de libérer ainsi le monde du fléau des armes nucléaires.

Les parlements ont vocation à rapprocher les points de vue. Ils doivent redire, aussi souvent qu'il le faudra, que le bien commun prime. Et lorsque des gouvernements ne sont pas en mesure de se parler entre eux, il nous appartient de maintenir ouvertes les voies du dialogue.

C'est pourquoi durant les dix dernières années, nous avons édifié des passerelles entre le multilatéral et le local, en veillant à ce que les dossiers critiques d'un monde tourmenté, qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies, soient davantage pris en compte dans le travail des parlements. Il n'y aura pas de nouveau multilatéralisme qui n'ait comme pivot la démocratie. Et il n'y aura pas de démocratie sans des parlements forts.

Monsieur le Secrétaire général,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs

Je conclurai mon propos en revenant à son point de départ. La Déclaration du Millénaire nous dit comment nous pouvons créer ensemble un monde meilleur. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont reconnu à l'époque que les parlements et l'UIP devaient être des éléments essentiels de la stratégie à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Ces dix dernières années, nous avons fait des progrès, des progrès considérables. Mais il nous reste un long chemin à parcourir. Je suis convaincu que dans le monde globalisé d'aujourd'hui nos parlements peuvent apporter quelque chose d'irremplaçable à la coopération internationale - une meilleure compréhension des rouages de la démocratie.

Je ne plaide pas pour que les parlements jouent un rôle au sein même de l'Organisation des Nations Unies, mais plutôt pour un renforcement de la coopération entre parlements et ONU à travers l'UIP. C'est aussi pourquoi je sollicite votre soutien au renforcement des liens entre l'Organisation des Nations Unies et l'UIP.

Les parlements et l'UIP peuvent faire beaucoup au service de l'idée de responsabilité qui est au cœur de l'agenda mondial. En tant que Président de l'UIP, je vous invite à nous aider à forger un partenariat stratégique avec l'Organisation des Nations Unies dans l'intérêt de nos congénères.

En raison du rôle que j'ai eu le privilège de jouer pour contribuer à donner naissance à la Déclaration du Millénaire, j'éprouve peut-être plus que d'autres un sentiment de responsabilité pour sa concrétisation. Je sais aussi que cela n'ira pas de soi. Il faut que nous travaillions ensemble ces cinq prochaines années si nous voulons pouvoir nous

retrouver en 2015 et proclamer fièrement que nous avons atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement.

C'est pourquoi je ressens toujours aussi vivement la nécessité, pour nous au Parlement et à l'UIP, d'être à la hauteur de la situation. Lorsque nous débattons de ces questions, j'espère, mes chers collègues et amis, que nous réussirons à parler d'une seule et même voix. Je vous remercie et vous souhaite une conférence fructueuse.